

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **JBY CREATION**

277 avenue Lavoisier  
13340 Rognac

Références : D-0654-AIX-2023  
Code AIOT : 0006401949

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement JBY CREATION implanté 277,avenue Lavoisier 13340 Rognac. L'inspection a été annoncée le 17/02/2023.Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JBY CREATION
- 277,avenue Lavoisier 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006401949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de textiles à destination des grans magasins de bricolage (coussins, voilages, rideaux....)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie – débits des Poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Systèmes d'extinction automatiques – Extinction Automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 14.	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
10	Etude de dangers	AP Complémentaire du 07/05/2015, article 2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mode de chauffage	Arrêté Préfectoral du 03/07/1991, article 2.17	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie – formation à leur utilisation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un état des stocks par rubriques ICPE. Le respect des prescriptions en matières de prévention du risque incendie et des règles de stockages est également à revoir. L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de se mettre en conformité en terme de protection incendie.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter un état des stocks. Celui-ci s'est engagé à la transmettre à l'inspection dans les plus brefs délais.</p> <p>Par mail du 08/03/2023, l'exploitant a transmis un état des stocks par type de famille de produits (coussins, rideaux...) en tonnage et volume (1066.84 t soit 12 222m3) ainsi que le tonnage et volume de palettes bois stockées en extérieur.</p> <p>L'inspection constate que les quantités indiquées par l'exploitant respectent les quantités de classement sous la rubrique 1510 mais semblent peu cohérentes avec ce qui a été constaté lors de l'inspection. En effet, lors de l'inspection (voir également constat n°8 ci-dessous) il a été constaté des stockages excédentaires dans les allées des entrepôts que l'exploitant a justifié par un pic d'activité. Le volume total des 3 entrepôts étant supérieur à 100 000 m3, il semble incohérent qu'il n'y soit stocké que 12 222 m3 de produits.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure de respecter de se mettre en conformité à la réglementation au regard de l'article susvisé, en faisant réaliser un audit par un bureau d'études :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le recensement exhaustif des différentes rubriques ICPE applicables au site, mise en place d'un suivi de l'état des stocks par catégorie de produits mais également par rubrique ICPE</li> <li>- recollement à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510).</li> </ul> <p>Ces éléments devront être transmis sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – débits des Poteaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser de contrôle des poteaux incendie depuis 2019. Il a également indiqué que les services du SDIS venait chaque année contrôler les poteaux incendie de la zone et qu'ils passaient contrôler ceux de l'installation en même temps mais sans fournir de documents à l'exploitant.</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser un contrôle avec mesure des débits des poteaux incendie du site (y compris en simultané) et la transmission du rapport de contrôle sous 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des RIA qui a été réalisé par DESAUTEL le 20/10/2022. Lors de la visite, les RIA étaient accessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté et transmis le rapport de contrôle des extincteurs qui a été réalisé par DESAUTEL le 20/10/2022. Les observations relevées sont en cours de mise en conformité, l'exploitant a transmis un devis signé du 21/10/2022. L'exploitant a présenté les rapports Q18 et Q19 de l'installation, tous les 2 sans non-conformité. L'exploitant a également présenté le rapport de contrôle du système de désenfumage réalisé par Qualifeu le 9/02/23 pour lequel il manque la signalisation. La rédaction d'un devis était en cours. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de transmettre le devis signé ainsi que le bon d'intervention pour la mise en place de la signalisation et le changement des extincteurs sous 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Systèmes d'extinction automatiques – Extinction Automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté et transmis le rapport de contrôle du système de sécurité incendie (détecteurs + alarme) réalisé par DESAUTEL le 8/12/2022. Les observations relevées sont en cours de mise en conformité. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de transmettre le devis signé ainsi que le bon d'intervention pour la levée des observations sous 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – formation à leur utilisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le registre dans lequel est indiqué la réalisation de la formation manipulation d'extincteurs le 21/01/2022 pour 12 personnes par Desautel. L'inspection conseille à l'exploitant de faire réaliser les formations équipiers de 1ère et 2nde intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Evacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 14.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports ou justificatifs de réalisation des exercices d'évacuation mais a indiqué les réaliser semestriellement, principalement lors du contrôle du système d'alarme, mais ne pas les formaliser. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser et formaliser un exercice d'évacuation avec transmission du rapport d'exercice sous 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure. L'inspection propose également de mettre en demeure l'exploitant de réaliser ces exercices tous les 6 mois avec rédaction d'un rapport et mention dans le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 8 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection il a été constaté de nombreux stockages dans les allées entre les différents racks de l'entrepôt. L'exploitant a indiqué avoir un pic d'activité ce jour là. De même, certains stockages sur les racks ne respectaient pas la distance d'1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de procéder à l'enlèvement de ces stockages et à la mise en conformité de ceux-ci en attendant leur expédition.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> justificatifs sous 5 jours

N° 9 : Mode de chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/1991, article 2.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection il a été constaté la présence de 2 chauffants mobiles, utilisés uniquement lors des pauses café des employés. L'inspection demande la rédaction d'une procédure de sécurité pour l'utilisation de ce système de chauffage précisant la présence permanente de personnel lors de son utilisation, la distance à respecter entre les modules de chauffage et les matières combustibles afin de supprimer le risque incendie, le nombre maximum de modules de chauffage présent dans l'entrepôt, la période d'utilisation du système de chauffage et la mise en sécurité des unités de chauffage en l'absence de personnel (mise hors tension). Cette procédure écrite est transmise à l'inspection de l'environnement dans un délai de deux semaines suivant la date de réception du présent rapport
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Reserves en eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1. L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le demandeur dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il disposait bien des 1176 m3 de rétention mentionnés dans son étude de dangers (APAVE 2014). L'exploitant a indiqué que selon lui l'étude de dangers n'avait pas pris en compte le stockage possible sur le parking de l'entrepôt et souhaite en faire réaliser une nouvelle afin de justifier de la totalité de la capacité de rétention demandée (1176 m3). L'inspection prend note de la demande de l'exploitant et propose de mettre en demeure l'exploitant de transmettre la nouvelle étude sous 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois